

Zones sans OGM en Europe

Albanie:

24 organisations non gouvernementales forment une coalition pour une Albanie sans OGM. Elles demandent une interdiction de cinq ans sur les OGM. La commission pour l'agriculture et l'alimentation du parlement ont voté en faveur de cette interdiction.

Allemagne :

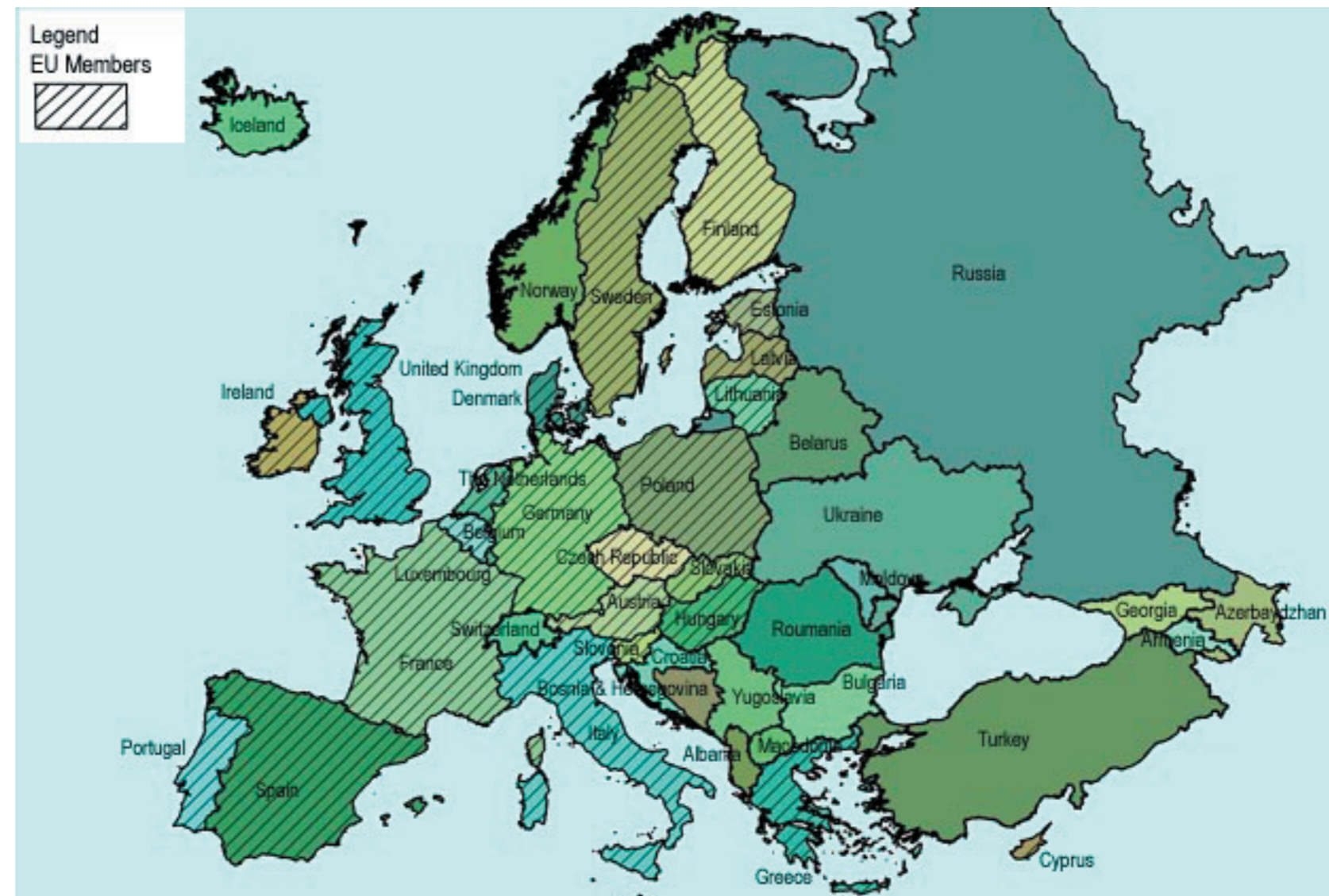
Vingt zones ont été définies par des fermiers bio et des agriculteurs conventionnels dans le cadre de la campagne pour un voisinage loyal. Les agriculteurs ont signé des accords selon lesquels ils s'engagent à ne pas cultiver des OGM dans le courant de l'année qui suit. 40 communes et communautés religieuses ont par ailleurs fait part de leur intention d'être déclarées 'zones sans OGM'.

Autriche:

Le gouvernement de la province de Carinthie a défini une 'loi de précaution applicable aux biotechnologies'. Cette loi pourrait servir de modèle aux régions d'Europe qui souhaitent obtenir le statut de zones sans culture OGM. Le laps de temps pendant lequel la Commission européenne pouvait faire usage de son veto contre cette loi est à présent dépassé. Cette loi pourrait en principe entrer sous peu en vigueur. Les provinces de haute et basse Autriche, de Salzbourg, du Tyrol, du Burgenland et de Steiermark souhaitent être considérées comme des zones sans OGM. La campagne 'Bourgmestres pour une Autriche sans OGM' bat également son plein: plus de 100 communes ont signé à ce jour la déclaration.

Belgique:

En Flandre et en Wallonie, les conseils communaux de respectivement 39 et 85 communes ont fait connaître leur souhait de ne pas accueillir d'essais en champ sur leur territoire.



Croatie:

Ce pays a décidé de renforcer la législation européenne en matière d'OGM. Les cultures transgéniques sont entre autres interdites dans les zones naturelles protégées et leurs zones tampon. Cette interdiction est également valable dans les zones réservées à l'agriculture biologique et dans les zones essentielles pour l'écotourisme.

Espagne:

Les parlementaires d'Andalousie et du Pays Basque ont réagi à l'approbation de la culture commerciale de quelques OGM dans leurs pays et ont décrété un moratoire de cinq ans, respectivement sur les essais en champ et la culture commerciale d'OGM. En Castille et aux Baléares, les parlementaires ont demandé à l'Etat central de ne pas commercialiser

d'OGM jusqu'à ce qu'une enquête soit menée à grande échelle.

France:

L'Hexagone est également reconnu comme étant un pays s'opposant aux OGM. Cette opposition se traduit par la volonté de créer des zones sans organismes génétiquement modifiés. 1250 communes et 11 départements (comme l'Aquitaine, la Bourgogne, le Limousin et la Picardie) se sont engagés par écrit pour devenir des zones sans OGM.

Grande-Bretagne:

44 zones ont voté une résolution anti-OGM, cela porte à 14 millions le nombre d'habitants concernés par ces mesures.

Grèce:

Le mouvement pour une 'Grèce sans OGM' gagne du terrain. La commission nationale grecque pour la Bioéthique souhaite que la Grèce instaure un moratoire pour les cultures transgéniques et souhaite son engagement pour une agriculture intégrée et durable. A l'échelon local, 40 des 54 départements se sont déjà prononcés comme étant des 'zones sans OGM'.

Italie:

La campagne 'Comuni Antitransgenici' a démarré en 1999. Entre-temps, 500 communes se sont déclarées sans OGM. Parmi celles-ci, on dénombre les villes de Rome, Milan, Turin, Brescia et Gènes. De cette manière, près de 80% du territoire italien est déclaré 'zones sans OGM'.

Luxembourg:

Des organisations de défense de l'environnement et des associations paysannes souhaitent unanimement obtenir un Grand-Duché libre d'OGM. Le débat sur la coexistence et les zones sans OGM figure en bonne place à l'agenda du ministère de l'Agriculture qui étudie dans ce cadre la possibilité d'une nouvelle législation.

Russie:

Des scientifiques réunis en alliance ont demandé au Président Poutine de décréter un moratoire sur les OGM.

Suisse:

Dans le canton de Ticino les OGM sont légalement interdits. Dans les cantons du Jura et du Vaud des propositions de lois ont été introduites dans ce sens.

D'autre part...

Des associations plaident pour des zones sans OGM existent dans les pays suivants: Bulgarie, Chypre, Finlande, Géorgie, Hongrie, Irlande, Malte, Pays-Bas, Portugal et Slovénie.

Dix régions d'Europe constituent ensemble un 'réseau de régions sans OGM'. Ce réseau a été mis en place le 4 novembre 2003. Un document qui traite explicitement du droit d'une région d'interdire les OGM sur son territoire a été signé par les ministres de l'Agriculture des dix régions (Haute-Autriche, Toscane, Aquitaine, pays Basque, Limousin, Marches, Schleswig-Holstein, Salzbourg, pays de Galles et Thrace-Rodopi.) Leur déclaration commune ainsi que des informations supplémentaires sur les régions susmentionnées se trouvent sur le site des Amis de la Terre Europe : www.foeeurope.org/GMOs/gmofree